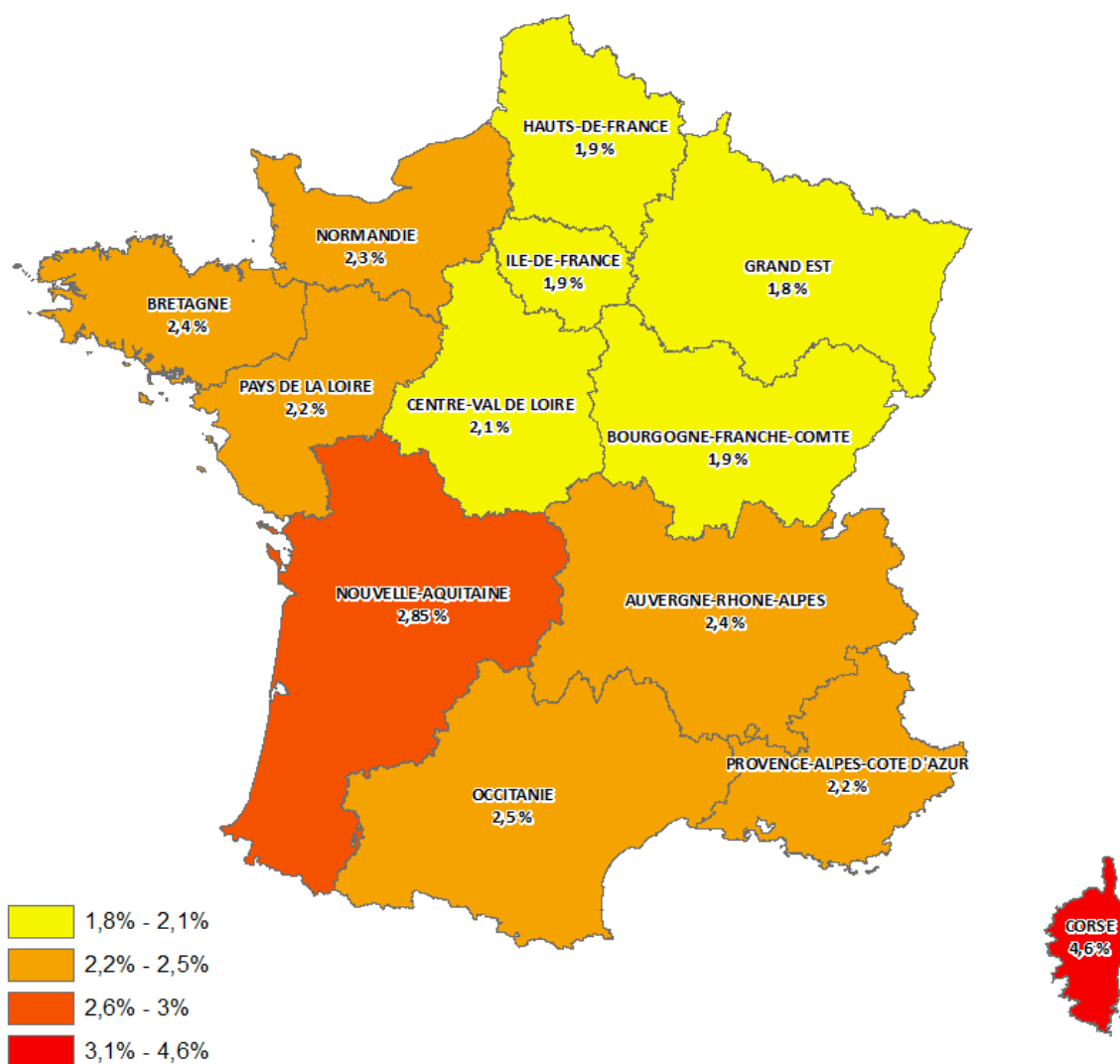


Les dépenses de santé 2017 Région Centre-Val de Loire

Cette publication présente une vision globale des dépenses de santé pour l'ensemble de la région Centre-Val de Loire. Elle repose sur les données d'un **état financier « statistique » de la dépense en santé**, produit par le niveau national, et non d'un **document comptable**. Elle recouvre principalement des **dépenses Assurance Maladie incluses dans l'ONDAM** (Objectif National des dépenses d'Assurance Maladie). Par conséquent, elle ne prend pas en compte la part des dépenses couvertes par les conseils départementaux, les mutuelles ou les usagers.

Evolution des dépenses de santé par région entre 2016 et 2017

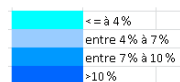
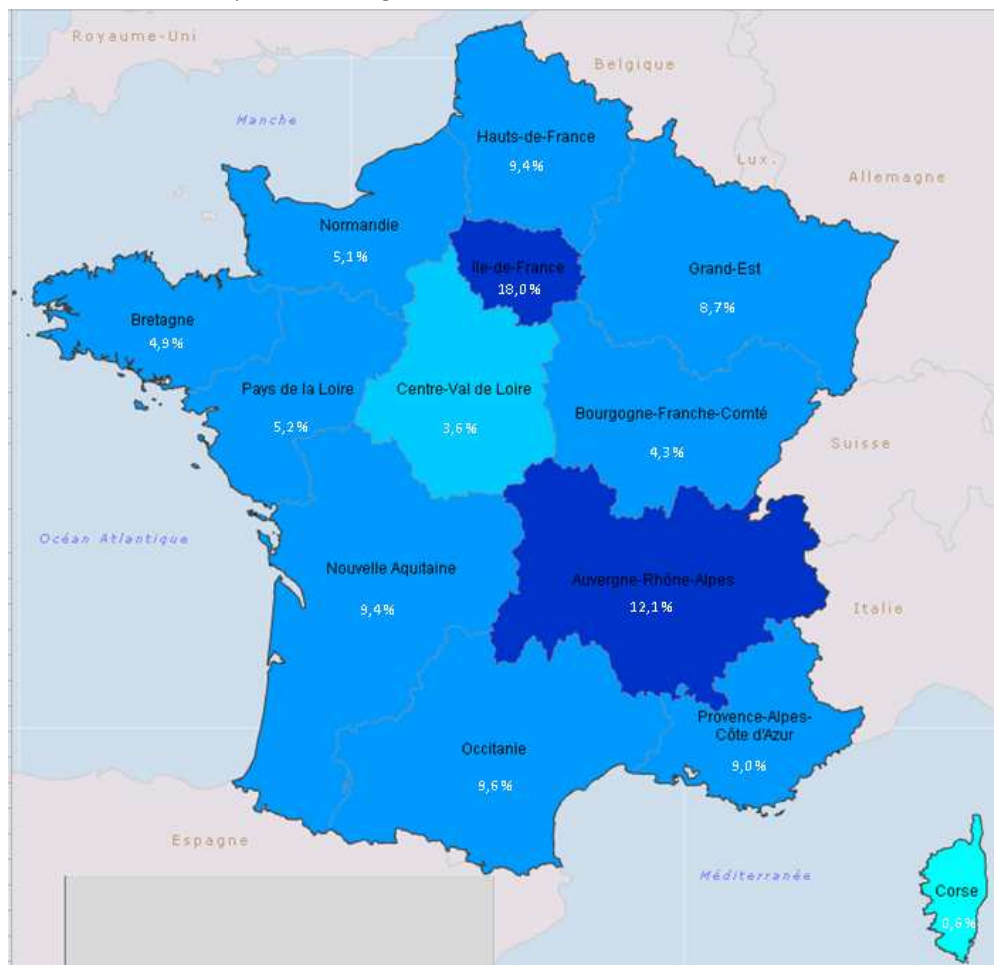
- Hausse 2016/2017 :
 - + 2,1 % en région Centre-Val de Loire, légèrement en deçà du taux national
 - + 2,3 % en France métropolitaine



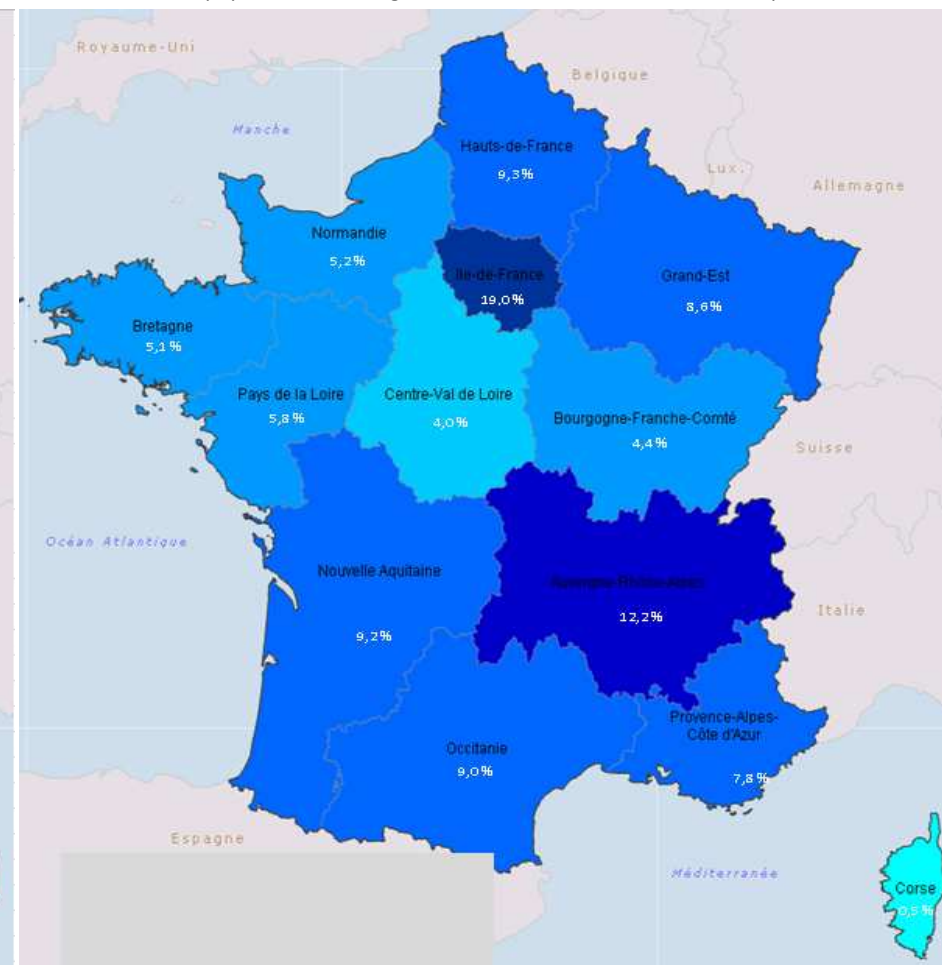
Poids des dépenses / Part de la population en région Centre-Val de Loire



• Poids des dépenses de la région Centre-Val de Loire / National : 3,6 %

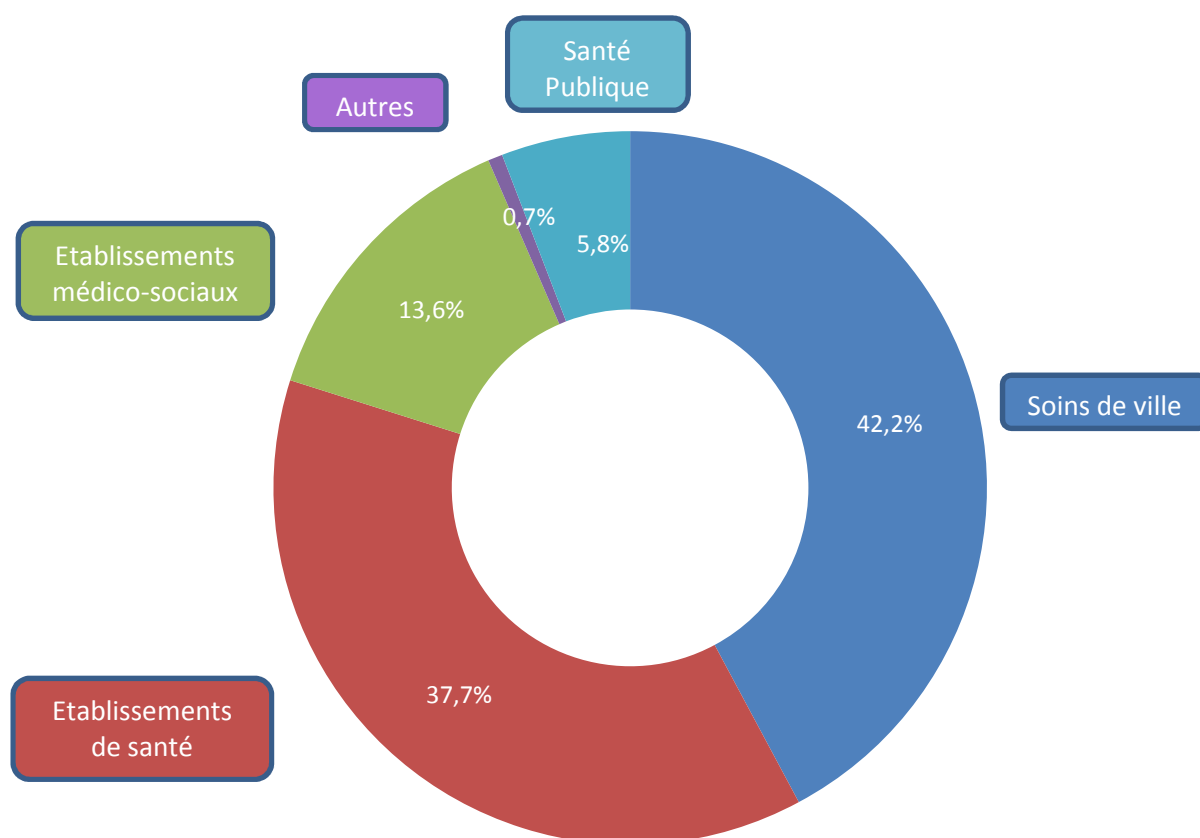


• Part de la population de la région Centre-Val de Loire / France métropolitaine : 4,0 %



Les dépenses de santé par grands postes

Dépenses de Santé par poste	Montant (M€)	Variation régionale 2016 / 2017	Variation nationale 2016 / 2017
TOTAL	7 252,1	2,1%	2,3%
Dépenses des Soins de ville	3 057,4	1,8%	2,3%
Dépenses des Etablissements de santé	2 735,7	1,6%	2,2%
Dépenses des Etablissements médico-sociaux	987,2	4,0%	2,6%
Dépenses Santé Publique	48,0	17,8%	7,7%
Autres Dépenses	423,8	2,1%	2,6%



Les soins de ville et les séjours hospitaliers constituent les principaux postes de dépenses de santé, soit 80 % de la dépense régionale (à noter que les honoraires des praticiens libéraux qui exercent en cliniques sont comptabilisés en soins de ville).

Pour ces 2 secteurs d'activité, l'évolution de la dépense en région est très contenue, en deçà du taux d'évolution national.

Les dépenses de soins de ville

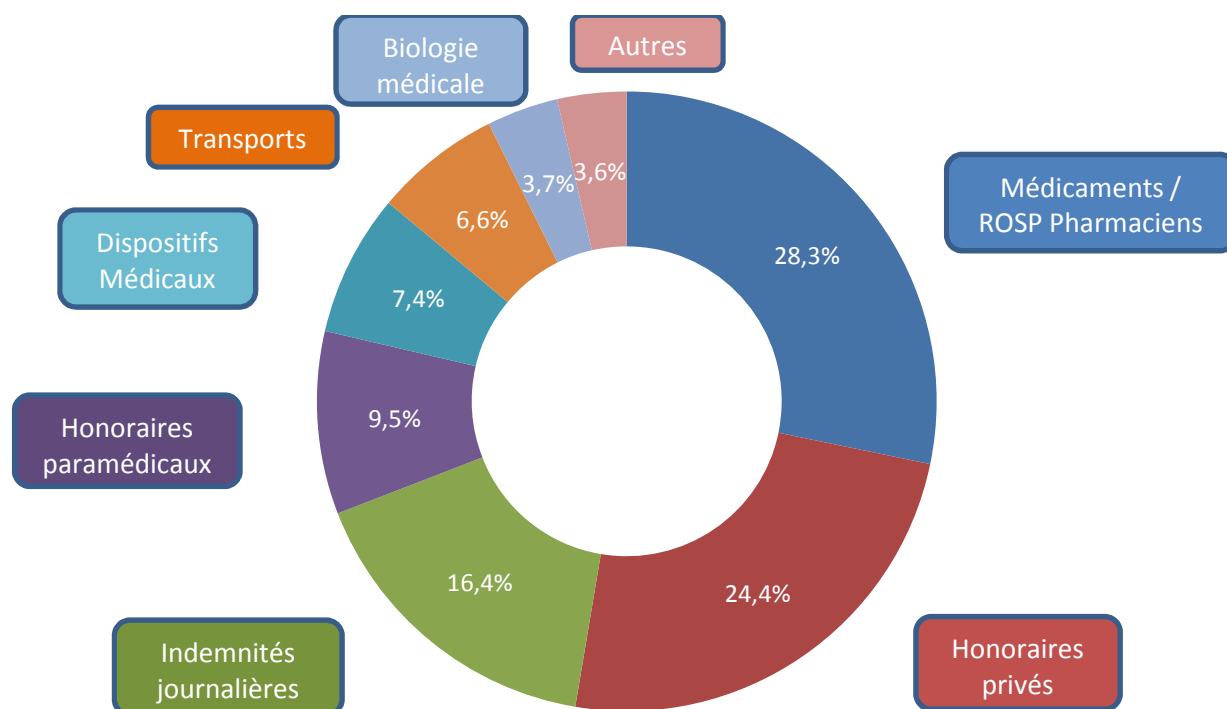
Chiffres clés :

3 057 M€ (42,2 % des dépenses)

Evolution : + 1,8 % (+ 54 M€)

Poids / National : 3,4 %

Dépenses de Soins de ville	Montant (M€)	Variation régionale 2016 / 2017	Variation nationale 2016 / 2017
TOTAL	3 057,4	1,8%	2,3%
Médicaments / ROSP Pharmaciens	863,9	1,0%	1,9%
Honoraires privés	746,0	1,5%	1,9%
Indemnités journalières	502,8	4,0%	3,4%
Honoraires paramédicaux	291,8	2,9%	3,7%
Dispositifs médicaux inscrits à la liste des produits et prestations	226,5	3,5%	3,9%
Transport des malades	202,3	2,8%	3,9%
Biologie médicale	113,9	0,7%	1,1%
Autres Dépenses	110,4	-6,4%	-3,8%



Les **dépenses de soins de ville** de la région évoluent moins qu'au niveau national (1,8% contre 2,3%). En 2017, le nombre total de médecins libéraux continuent de baisser, notamment dans les départements du Cher : -7 (-1,8%), Eure-et-Loir : -12 (-2,5%), Indre : -5 (-2%), Loiret : -18 (-2%). Afin de palier à cette pénurie, des contrats incitatifs conventionnels ont été mis en place.

A fin 2016, dans la région, 122 médecins adhéraient à l'option démographie mise en place à compter de la parution de l'arrêté du zonage pluri-professionnel du 27 octobre 2014.

Dès 2017, 2 nouvelles options pour mieux accompagner les médecins dans la maîtrise de leur pratique tarifaire, ont été créées (OPTAM et OPTAMCO) en remplacement du contrat d'accès aux soins (CAS).

446 médecins ont signé un contrat OPTAM ou OPTAM-CO à fin décembre 2017, dont un peu plus de la moitié des médecins de secteur 2 éligibles en région.

Enfin, en 2017, 36 maisons de santé pluridisciplinaire (MSP) ont adhéré au nouveau contrat suite au dernier accord conventionnel interprofessionnel, et ont pu bénéficier d'une rémunération, pour un montant total de 2 091 552 €, soit en moyenne 58 099 € par structure.

Les dépenses des établissements de santé

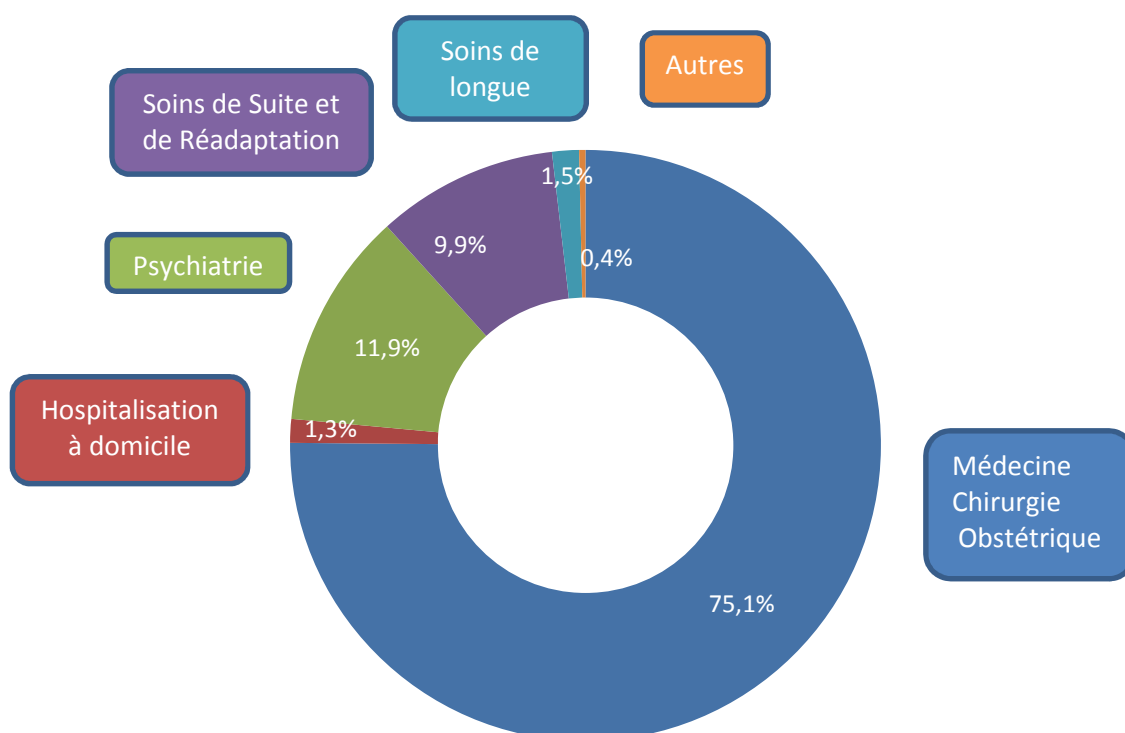
Chiffres clés :

2 735 M€ (37,7 % des dépenses)

Evolution : + 1,6 % (+ 44 M€)

Poids / National : 3,3 %

Dépenses des Etablissements de Santé	Montant (M€)	Variation régionale 2016 / 2017	Variation nationale 2016 / 2017
TOTAL	2 735,7	1,6%	2,2%
Dont Activité Médecine Chirurgie Obstétrique	2 090,6	1,5%	2,1%
<i>Dont Activité Hospitalisation A Domicile</i>	35,3	-3,1%	5,3%
Dont Activité PSYchiatrie	324,4	0,1%	1,2%
Dont Activité Service de Soins et de Réadaptation	270,9	3,8%	2,6%
Dont Activité Soins de Longue Durée	40,2	0,1%	0,0%
Autres Dépenses	9,6	43,8%	30,3%



Les dépenses des établissements de santé évoluent peu (1,6 %) au regard de l'évolution nationale (2,2 %).

La faible évolution **d'activité MCO** des établissements de santé de la région, du secteur public comme du secteur privé, explique ce constat. L'activité MCO représente les ¾ de la dépense de ce poste.

Cette faible évolution d'activité provient, en partie à une difficulté de recrutement du personnel médical et non médical, notamment dans les départements du Cher, de l'Indre et du Loir et Cher.

Les **structures HAD** ont fait l'objet d'une recomposition de l'offre sur le territoire. Après avoir enregistré une évolution positive d'activité en 2016, elles enregistrent à nouveau une baisse en 2017, pour le secteur public, dans les 2 CH, Bourges et Châteauroux, et pour le secteur privé principalement en Indre et Loire et Loir et Cher. A noter, des difficultés techniques pour un gestionnaire d'Indre et Loire, à produire l'information nécessaire à la bonne connaissance de son activité réelle et de sa facturation.

Une démarche pour dynamiser le secteur est en cours avec les gestionnaires des structures HAD.

Les dépenses des établissements

Médico-Sociaux (hors conseils départementaux)

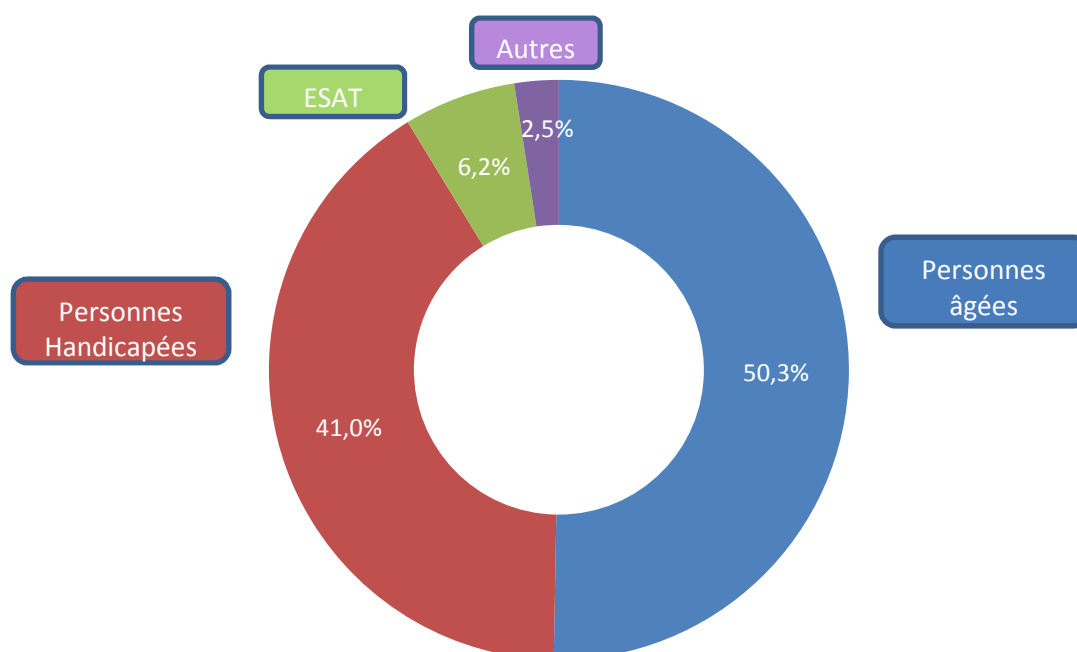
Chiffres clés :

987 M€ (13,6 % des dépenses)

Evolution : + 4,0 % (+ 38 M€)

Poids / National : 4,4 %

Dépenses des Etablissements Médico-Sociaux	Montant (M€)	Variation régionale 2016 / 2017	Variation nationale 2016 / 2017
TOTAL	987,2	4,0%	2,6%
Dont versement aux ES et sces PA	496,3	4,6%	3,2%
Dont versement aux ES et sces PH	404,8	3,4%	2,0%
Dont Dotations de fonctionnement des Etablissements et Services d'Aides par le Travail	61,6	2,2%	3,3%
Autres Dépenses	24,4	10,4%	1,8%



Les écarts de taux d'évolution des dépenses, entre le niveau régional et national, sont difficiles à expliquer. En effet, l'état financier retrace les dépenses remboursées par l'Assurance maladie, dont le montant peut varier en fonction de la date de décaissement de la dépense par les Caisses.

Les Dotations Régionales Limitatives (DRL) allouées à la région, sont consommées à près de 99 %, tant au plan régional que national, et les taux d'évolution régionaux/nationaux sont assez proches :

- DRL PH : 2,6 % régional / 2,7% national - DRL PA : 2,5 % régional / 2,4 % national.

Toutefois, on peut noter que :

sur le secteur « **Personnes en situation de handicap** », les mesures nouvelles liées au 3^{ème} plan autisme et à la stratégie quinquennale destinée à renforcer le handicap psychique et le polyhandicap ont permis d'accompagner la mise en place de 40 % des 136 places autorisées en 2017, les ¾ en Foyer d'Accueil Médicalisé (FAM) et Maison d'Accueil Spécialisée (MAS), et le ¼ restant en Services Service d'Education Spéciale et de soins à domicile (SSESSAD) et Service d'Accompagnement Médico-Social pour Adultes handicapés (SAMSAH).

Une fongibilité de crédits via l'enveloppe PA a été appliquée (1,5 M€) pour transformer 69 places d'EHPAD en FAM dans l'Eure-et-Loir.

Sur le secteur « **Personnes âgées** », 232 Etablissements d'hébergement pour Personnes Agées Dépendantes (EHPAD) ont vu leurs moyens (6M€) augmenter (secteur soins) suite à la réforme tarifaire et 68 places ont été financées pour accompagner la fin de la mise en œuvre des plans Alzheimer et grand Age.

Enfin, de nouvelles opérations de reconstruction ou de restructuration d'établissements sont engagées grâce aux Plans d'Aide à l'Investissement dont la région a bénéficié.

Les dépenses de santé publique

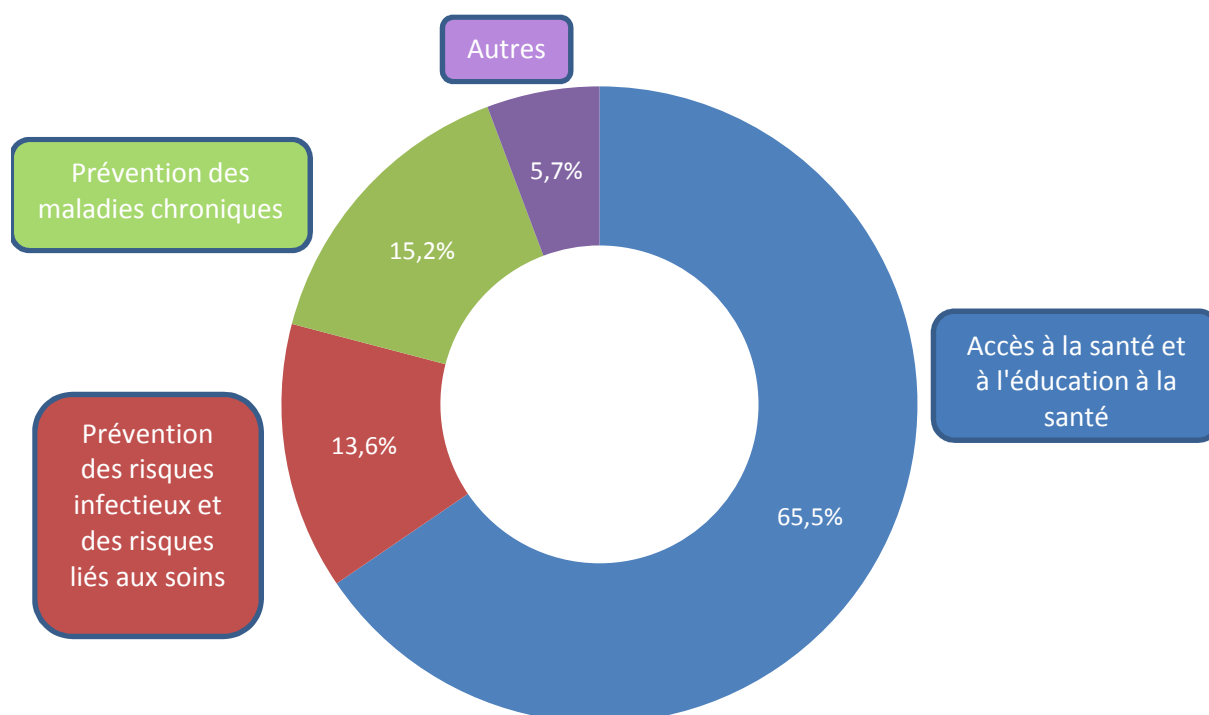
Chiffres clés :

48 M€ (0,7 % des dépenses)

Evolution : + 17,8 % (+ 7 M€)

Poids / National : 6,0 %

Dépenses de Santé Publique	Montant (M€)	Variation régionale 2016 / 2017	Variation nationale 2016 / 2017
TOTAL	48,0	17,8%	7,7%
Dont Accès à la santé et éducation à la santé	31,4	18,2%	3,5%
Dont Prévention des risques infectieux et des risques liés aux soins	6,5	34,2%	10,9%
Dont Prévention des maladies chroniques et qualité de vie des malades	7,3	10,6%	9,7%
Autres Dépenses	2,8	1,9%	14,1%



Rapportés à la dépense totale de 48 M€ et à la part que celles-ci représentent sur les dépenses nationales, à savoir 6 % du total, il convient de remarquer que :

- le poste principal de dépense (65%) est celui de l'accès à la santé et l'éducation à la santé dont la composante essentielle est le financement des « centres d'examen de santé ». Le taux d'évolution de ce poste de dépense, supérieur au taux national, s'explique par une augmentation des budgets des Centres de Santé gérés par l'Union de Caisses des Instituts Inter-régionaux pour la Santé (UC-IRSA) qui gèrent 11 IRSA dont 3 sont situés en région et 8 hors Région.

- la part qui relève du Fonds d'Intervention Régional (FIR), au titre de la prévention, est de 14,67 M€ soit seulement 2,9 % des dépenses nationales, très inférieure au poids relatif de la région Centre-Val de Loire, de 4 %, justifiant ainsi la mise en œuvre d'une fongibilité asymétrique en faveur de la prévention et de la promotion de la santé.

- la rubrique « prévention des risques infectieux et des risques liés aux soins » connaît une augmentation constante des dépenses. Cette catégorie comprend les centres de vaccination, la prévention du SIDA, des infections sexuellement transmissibles (notamment au moyen des Centres gratuits d'information, de dépistage et de diagnostic CEGIDD qui fonctionnent depuis 2016) et des centres de lutte contre la tuberculose (CLAT). Cette catégorie représente 6,53 M€ soit 3,53 % des dépenses nationales. Elle ne représentait que 4,49 M€ en 2015. Cette augmentation traduit une hausse d'activité liée aux dépistages, à la vaccination et à la prise en charge des maladies infectieuses (notamment tuberculose, rougeole, hépatite A).

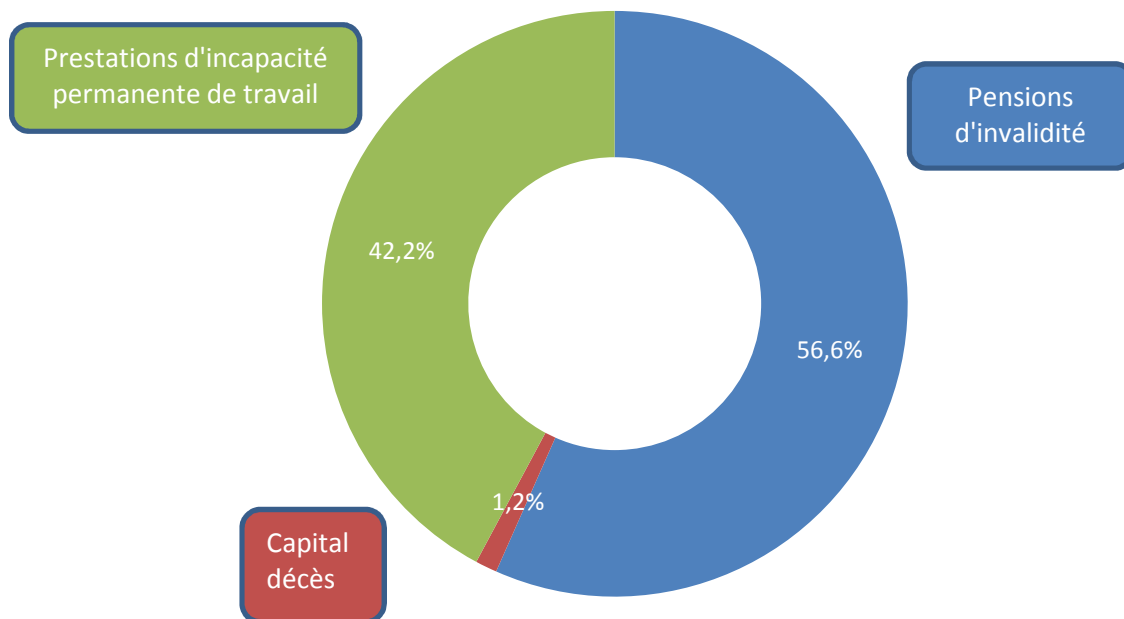
Les autres prestations AT-MP, invalidité, décès

Chiffres clés :

376 M€ (5,2 % des dépenses)

Evolution : + 2,1 % (+ 7,8 M€)

Poids / National : 3,3 %



Le taux d'évolution régional est en deçà du taux national sur les 3 postes de dépenses.

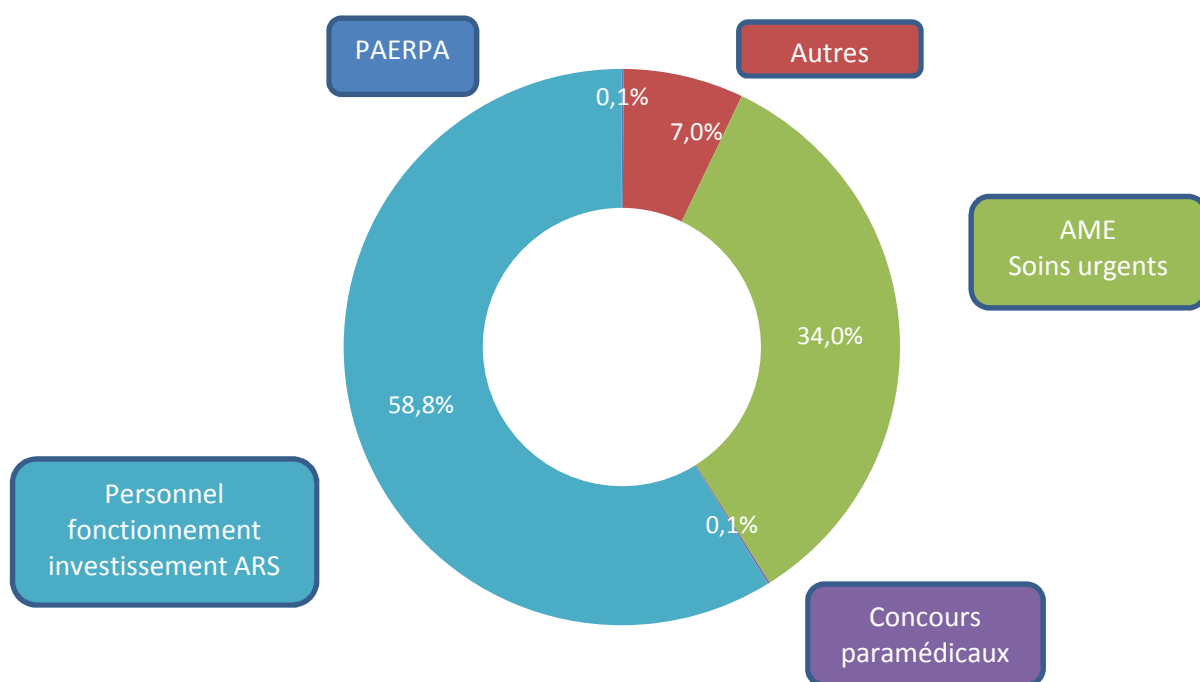
Les Autres Dépenses Sanitaires et Médico-Sociales

Chiffres clés :

47 M€ (0,6 % des dépenses)

Evolution : + 2,4 % (+ 1,1 M€)

Poids / National : 2,5 %



PAERPA : l'expérimentation a été étendue en 2017 à tout le département de l'Indre et Loire.
Les dépenses de l'Aide Médicale de l'Etat et les soins urgents progressent plus qu'au niveau national.